



Lettre ouverte aux employeurs de la fonction publique territoriale

Le 23 octobre dernier, nos 8 organisations syndicales ont dénoncé le plan d'austérité prévu notamment pour les collectivités territoriales par le projet de loi de finances 2025. Ce programme se traduira par la remise en cause de politiques publiques territoriales dont vous êtes les garants en qualité d'élus et d'employeurs.

Vos collectivités et établissements vont subir une baisse budgétaire drastique et pour vous aider à survivre les mesures proposées ne manquent pas : 100 000 suppressions de postes en 5 ans, 3 jours de carence pour les arrêts de travail en maladie ordinaire avec un abaissement de la prise en charge à 90%, le temps de travail, la mise à l'arrêt de la GIPA, la suppression du CNFPT,... Tout cela avec des besoins citoyens de plus en plus importants.

Les populations que vous représentez, qui vous ont élus et qui comptent sur vous, seront les premières impactées par ces mesures car le service public rendu ne pourra plus être celui attendu.

Vos agents ne seront plus formés mais usés encore plus vite, cela entraînera des souffrances au travail grandissantes dont vous aurez la responsabilité et des arrêts de travail longs.

Mais la facture ne s'arrêtera pas là. Si les personnels subissent une gestion austère et que vos concitoyens ne retrouvent pas le service public de qualité attendu, cet abandon se règlera dans les urnes lors des prochaines échéances électorales.

Le gouvernement sera-t-il alors là pour vous sauver et assumer sa responsabilité ? Comme nous, vous avez la réponse implicite négative.

Ce que vous pourriez percevoir légitimement comme un avantage pour faire reposer certaines décisions sur les mesures gouvernementales, est loin d'en être un pour construire la société dont notre pays a besoin et vous sera avec certitude défavorable à terme.

Alors aujourd'hui, les huit organisations que nous représentons vous interrogent :

Est-ce vraiment ce service public de proximité au rabais que vous souhaitez offrir à la population et pour lequel vous vous êtes engagés lorsque vous avez été élus ?

Choisissez-vous le manque de compétences et de moyens pour vos concitoyens ?

Voulez-vous vraiment contribuer à la perte du statut et de la fonction publique territoriale ?

Ou avez-vous l'ambition de retrouver un service public fort, accessible partout sur le territoire répondant aux besoins de la population en redonnant des moyens, en protégeant vos agents qui exercent quotidiennement pour satisfaire vos électeurs ?

L'intersyndicale a appelé les personnels à faire front pour un tout autre projet pour le service public de proximité. Le plan d'austérité ne doit pas se faire au détriment de ces services publics et des agents qui le font vivre.

Aujourd'hui, nous vous appelons à faire front commun, à dialoguer localement avec les équipes militantes locales, lesquelles seront essentielles pour le service public de demain.

Si, comme nous, vous souhaitez sauver notre service public local et ce qui en a toujours fait la reconnaissance des populations, sachez que les 8 organisations syndicales que nous représentons sont prêtes à mener ce combat qui doit être unitaire et partagé.

Paris, le 13 novembre 2024